

# Un entretien avec le « patron » des services secrets

## « L'Europe du renseignement se construit plus vite que l'Europe politique », nous déclare M. Claude Silberzahn

Nommé à la tête de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) il y a tout juste quatre ans, M. Claude Silberzahn livre, dans un entretien au Monde, ses réflexions sur le rôle des services secrets et, notamment, sur leurs rapports avec le gouvernement et sur leurs nouvelles missions en matière de contre-terrorisme, de lutte contre l'argent « sale » ou contre la prolifération des armements.

« A quoi sert un service de renseignement à l'heure où l'information donnée par les médias est quasiment instantanée et tous azimuts ? »

« L'expression « service de renseignement » n'est pas très bien adaptée, car elle rend mal compte de ce que sont nos missions. Je lui préfère, tout compte fait, celle de « service spécial », qui fait référence à nos modes d'action. De fait, nous devons faire face à une double tâche. D'abord, déceler et entraver, à l'extérieur des frontières nationales, les actes d'espionnage et de terrorisme menaçant notre pays, ses citoyens, ses intérêts. Dans cette fonction, le renseignement n'est qu'un moyen, parmi d'autres, au service d'une mission de sécurité nationale, qui met en œuvre d'autres outils. Ensuite, recueillir, exploiter et diffuser du renseignement politique, économique, militaire, pour éclairer les choix du pouvoir, lui en faire apprécier les coûts politiques et économiques. Le renseignement est, dans ce contexte et pour nous, une fin et non pas un moyen au service d'une mission, sauf lorsque, dans des cas exceptionnels, d'observateurs nous devenons acteurs.

### « Le terrorisme est majoritairement d'Etat »

« La DGSE échange des renseignements avec les services étrangers. Pour ces échanges, il faut être meilleur que l'autre. Où la DGSE est-elle forte et où est-elle faible ? »

« La DGSE est véritablement très présente dans l'arc qui va du Cap, via l'Afrique, la Méditerranée, le Proche et Moyen-Orient, l'Europe jusqu'à ses confins politiques. L'essentiel de nos moyens est là. Ailleurs, même s'il nous arrive d'être bons, nos réseaux sont moins denses et donc moins performants.

« Mais, partout, nous échangeons nos connaissances avec les

autres services européens au premier chef. L'Europe du renseignement se construit. Beaucoup plus vite même que l'Europe de la politique étrangère commune, en ce qui concerne le contre-espionnage et le contre-terrorisme.

« S'agissant des échanges avec les services étrangers, le prenez-vous sous votre bonnet ou avez-vous, à chaque fois, le « feu vert » du gouvernement ? »

« Les échanges s'effectuent sous notre entière responsabilité. Le pouvoir politique en connaît le seul principe. La grande règle d'un service est de ne jamais donner ses sources. Du reste, ces dernières sont multiples pour un même renseignement, car tout l'art de notre métier réside dans le recoupement des sources. Nous ne livrons pas de brut, ou très rarement sauf s'il s'agit de convaincre en allant, à l'encontre de l'information de médias unanimes.

« D'une manière générale, un service a besoin d'une capacité d'autonomie certaine dans les moyens qu'il met en œuvre. Il lui appartient en contrepartie de ne déployer ceux-ci qu'en fonction des missions qui sont les siennes à l'intérieur des institutions, bien entendu en dehors de toute vision partielle et dans le droit-fil de la politique de la nation et de sa morale.

« Quelles sont les priorités ? »

« Le contre-espionnage politique n'est plus pour nous une véritable priorité, car l'espion politique se fait rare qui veut, par des méthodes de service, déchiffrer les systèmes décisionnels des grandes démocraties, dont la caractéristique est précisément que, la plupart du temps, on y lit à livre ouvert ! L'espionnage d'aujourd'hui, essentiellement économique et financier, relève de la lutte commune que nous menons avec la direction de la surveillance du territoire (DST), avec laquelle nous entretenons aujourd'hui une collaboration étroite.

« De fait, l'appareil classique de contre-espionnage est devenu, pour une large part, un appareil de contre-terrorisme, car le terrorisme est majoritairement politique et d'Etat, comme l'espionnage, et utilise les mêmes moyens. Le contre-terrorisme est une priorité fondamentale qui implique une veille permanente pour tenir à jour et compléter en permanence les connaissances acquises. Pour pouvoir agir dès lors que n'importe quel outil terroriste serait mis en œuvre, cette éventualité constituant une menace majeure.

« Cela dit, il faut nous enten-

dre sur la notion de terrorisme. On doit parler de terrorisme lorsque l'objectif visé est de créer un climat d'insécurité générale dans un pays, d'infléchir une politique nationale en semant la terreur, de faire paraître au grand jour une faculté de nuisance vis-à-vis d'une collectivité.

« Ainsi, c'est à tort que l'on qualifie très souvent d'actes de terrorisme l'assassinat d'opposants étrangers en France, alors qu'il s'agit, dans beaucoup de cas, de meurtres politiques : éliminations d'opposants dans lesquelles



la France n'est concernée que parce qu'elles se déroulent sur son sol. Mais par lesquelles elle n'est, de loin, pas toujours visée en tant que nation.

« Je crains que, trop souvent, les mauvaises définitions ne cachent des confusions de concepts et n'induisent ensuite de fausses analyses.

« Cette confusion ne s'étend-elle pas au renseignement lui-même ? »

« Certainement. Et, là aussi, il faut d'abord rétablir le concept. Je lis par exemple, ici ou là, qu'il existe plusieurs sortes de renseignements : « ouvert », « confidentiel », « fermé ». A vrai dire, il faut être clair : le renseignement, c'est à la fois la démarche et le résultat d'une action qui consiste à retourner les cartes, à révéler la face cachée des choses.

« Le renseignement, que d'autres qui n'ont probablement jamais travaillé dans le « métier » dénomment « ouvert », n'existe pas. Appelons-le par son nom, « information », et les choses seront claires et les choses levées. Il diffère fondamentalement d'un travail, indispensable aussi sans doute, mais d'une autre nature, qui consiste à recenser.

capacité de connaissance. Enfin, et bien entendu, la détection des zones où peuvent survenir les crises, et le suivi de celles-ci, lorsqu'elles éclatent, constituent pour nous une mission permanente.

« Mais nous intéresse aussi le renseignement économique, dont le champ constitue l'une des clés essentielles de l'évolution du monde : l'allongement des queues devant les boulangeries de Moscou n'a-t-il pas constitué le signal le plus fort de la déstabilisation croissante de l'ex-Union soviétique ? Avec, en ce domaine, une priorité dans un domaine relativement récent pour nous, celui de l'argent « indésirable », car de provenance politique qu'économique douteuse. Nous avons eu, sur ce dernier champ, un certain nombre de succès depuis deux ans. C'est un secteur sur lequel il faudra beaucoup travailler, car l'intégration croissante des appareils économiques et financiers mondiaux permet aujourd'hui toutes les pénétrations anonymes et illicites des systèmes industriels, financiers et politiques. Cette évolution constitue, pour notre activité, le phénomène majeur des dernières années, qui nous conduit presque irrésistiblement à nous préoccuper des dérives mafieuses et de leur « entrée » dans les appareils de pouvoir.

### Un pilotage unique du renseignement extérieur

« Mais les structures actuelles du renseignement en France vous paraissent-elles adaptées à ces tâches complexes ? »

« Quel que soit le champ d'investigation, une chose est claire : le renseignement repose sur le recueil. Ne peut être exploité que ce qui a été préalablement recueilli. L'échange permanent, dense et solidaire, au sein d'une même « maison », entre ceux qui recueillent, ceux qui exploitent et ceux qui diffusent, constitue le cœur même du système. Tout projet conduisant à la dissociation de ces trois fonctions repose sur une méconnaissance du fonctionnement de la chaîne du renseignement. De même que toute démarche qui, sous prétexte de coordination, multiplierait les comités, groupes de réflexion, etc. Des exemples étrangers évidents traduisent la démotivation qui en résulte au niveau du recueil, la dérive « intellectuelle » au niveau de l'exploitation, la perte en ligne à tous les stades.

« Dans ce cadre, que devient le renseignement militaire ? »

« La guerre du Golfe a permis de bien délimiter le domaine du renseignement militaire : savoir qui est l'adversaire, quels sont ses projets, ses moyens matériels et humains, quelles sont ses conceptions stratégiques et tactiques, et ses aptitudes à la manœuvre. Et, lorsque le conflit armé éclate, déceler ses positions, désigner les cibles, déterminer les « coups au but » et ceux égarés ! »

« Cette spécificité du renseignement militaire n'exclut évidemment pas les interfaces de recherche avec le renseignement global dont est en charge la DGSE : il existe notamment des secteurs où le renseignement est à la fois militaire, politique, économique, scientifique, industriel, technique – celui de la prolifération par exemple, – où la DGSE a développé un secteur d'excellence reconnu dans un domaine qui est devenu aujourd'hui un champ majeur d'investigations et l'un de nos objectifs prioritaires.

« Comme notre République n'est pas riche, nous sommes en train d'effectuer, entre la DGSE et la DRM, un partage qui doit éviter les redondances : recenser les interfaces à gérer, les complémentarités à établir, déterminer les secteurs où chacune des « maisons » peut travailler au profit de l'autre.

« Concernant les services privés, je remarque que des sociétés françaises ou étrangères se livrent à des activités d'espionnage financier, technologique et scientifique en travaillant pour des clients soucieux de s'assurer le contrôle d'entreprises, de technologies, de marchés, ou d'éviter leur propre prise de contrôle. Ce n'est pas là notre domaine. Cela posé, il faut envisager d'édicter une réglementation contre ce type d'incursion à l'intérieur des entreprises et, parfois, de la vie privée de leurs dirigeants. Cette « dérive », manifeste aujourd'hui, doit être considérée comme délictuelle et devra ainsi être qualifiée par la loi.

« En Afrique, de grandes sociétés n'ont-elles pas leur propre service de renseignement, qui travaille quelquefois contre le vôtre ? »

« Pas à proprement parler. Mais certaines ont leur réseau, leurs hommes et les moyens d'agir sur le politique en faveur de leurs intérêts, dont nous aimerions effectivement qu'ils coïncident toujours avec l'intérêt national.

« On touche là à l'un des problèmes majeurs de notre époque : l'internationalisation des entreprises et l'intégration mondiale des économies qui en est, tout ensemble, cause et conséquence. A cet égard, il me semble qu'on n'a pas remarqué à quel point ce dernier phénomène a en quelque sorte à la fois « limité » et

listes avec une culture binaire, comme par exemple un jeune ayant bac + 5 et parlant couramment l'anglais et une langue rare. Mêmes difficultés, évidemment, pour les spécialistes trilingues, qu'ils soient scientifiques, économiques, financiers ou politiques.

« Mais n'est-ce pas dû, non plus au fait que les services ont mauvaise réputation ? »

« Je ne pense pas que nous ayons aujourd'hui mauvaise réputation. Plutôt le contraire ! »

« Pour notre dernier concours ouvert aux diplômés de l'enseignement supérieur, sans publicité aucune, nous avons eu tant de candidats que nous avons dû réorganiser l'appareil de sélection. Il n'y pas un jour sans arrivée de candidatures au service, même si nos critères de sélection sont rudes : intellectuels, moraux et de caractère. Autant de gens qui ne croient pas tout – et ils ont raison – de ce qui s'écrit parfois, ici ou là, sur le renseignement.

« J'espère avoir fait comprendre la diversité de ce qu'il peut y avoir derrière ce mot. D'une manière générale, les hommes qui font du renseignement s'expriment peu. Pour moi, c'est la seconde fois seulement en quatre ans de fonction [NDLR : dans le Monde du 31 janvier 1990]. Donc, ceux qui en parlent beaucoup et souvent, n'en font généralement pas ou plus. Et ils parlent ou écrivent sur quelque chose que, par essence, ils ne peuvent connaître : soit qu'ils n'aient jamais exercé de fonction de renseignement, soit qu'ils en aient exercé une en des temps anciens. Forcément dépassés.

« Sans doute faudrait-il expliquer. Est-ce sûr ? Dans un monde où si souvent « communication » et « médiatisation » tiennent lieu d'action, j'essaie de préserver un endroit privilégié où l'action se fait sans communication et sans personnalisation.

« N'y a-t-il pas un hiatus, une incompréhension entre les services et l'exécutif, quel qu'il soit ? »

« Il n'existe pas à proprement parler une culture du renseignement en France, où le secteur public – et c'est aussi vrai pour le secteur privé – a beaucoup de mal à intégrer cette notion et ses hommes dans le processus décisionnel.

« D'ailleurs, le rapport entre les pouvoirs de décision et les services de renseignement n'est jamais simple. Ni en France ni ailleurs. D'abord, la production de la DGSE parvient aux divers échelons décisionnels par des filtres qui ne sont pas neutres. Ensuite, les services, qui ne répondent jamais, constituent



naïve, qui met en œuvre d'autres outils. Ensuite, recueillir, exploiter et diffuser du renseignement politique, économique, militaire, pour éclairer les choix du pouvoir, lui en faire apprécier les coûts politiques et économiques. Le renseignement est, dans ce contexte et pour nous, une fin et non pas un moyen au service d'une mission, sauf lorsque, dans des cas exceptionnels, d'observateurs nous devenons acteurs.

### « Le terrorisme est majoritairement d'Etat »

— La DGSE échange des renseignements avec les services étrangers. Pour ces échanges, il faut être meilleur que l'autre. Où la DGSE est-elle forte et où est-elle faible ?

— La DGSE est véritablement très présente dans l'arc qui va du Cap, via l'Afrique, la Méditerranée, le Proche et Moyen-Orient, l'Europe jusqu'à ses confins politiques. L'essentiel de nos moyens est là. Ailleurs, même s'il nous arrive d'être bons, nos réseaux sont moins denses et donc moins performants.

» Mais, partout, nous échangeons nos connaissances avec les

morale.

— Quelles sont les priorités ?

— Le contre-espionnage politique n'est plus pour nous une véritable priorité, car l'espion politique se fait rare qui veut, par des méthodes de service, déchiffre les systèmes décisionnels des grandes démocraties, dont la caractéristique est précisément que, la plupart du temps, on y lit à livre ouvert ! L'espionnage d'aujourd'hui, essentiellement économique, scientifique, technologique et financier, relève de la lutte commune que nous menons avec la direction de la surveillance du territoire (DST), avec laquelle nous entretenons aujourd'hui une collaboration étroite.

» De fait, l'appareil classique de contre-espionnage est devenu, pour une large part, un appareil de contre-terrorisme, car le terrorisme est majoritairement politique et d'Etat, comme l'espionnage, et utilise les mêmes moyens. Le contre-terrorisme est une priorité fondamentale qui implique une veille permanente pour tenir à jour et compléter en permanence les connaissances acquises. Pour pouvoir agir dès lors que n'importe quel outil terroriste serait mis en œuvre, cette éventualité constituant une menace majeure.

» Cela dit, il faut nous enten-

la France n'est concernée que parce qu'elles se déroulent sur son sol. Mais par lesquelles elle n'est, de loin, pas toujours visée en tant que nation.

» Je crains que, trop souvent, les mauvaises définitions ne cachent des confusions de concepts et n'induisent ensuite de fausses analyses.

— Cette confusion ne s'étend-elle pas au renseignement lui-même ?

— Certainement. Et, là aussi, il faut d'abord rétablir le concept. Je lis par exemple, ici ou là, qu'il existe plusieurs sortes de renseignement : « ouvert », « confidentiel », « fermé ». A vrai dire, il faut être clair : le renseignement, c'est à la fois la démarche et le résultat d'une action qui consiste à retourner les cartes, à révéler la face cachée des choses.

» Le renseignement, que d'aucuns qui n'ont probablement jamais travaillé dans le « métier » dénomment « ouvert », n'existe pas. Appelons-le par son nom, « information », et les choses seront claires et les ambiguïtés levées. Il diffère fondamentalement d'un travail, indispensable aussi sans doute, mais d'une autre nature, qui consiste à recenser, mettre en mémoire et exploiter l'ensemble de l'information publiée dans le monde sur tel ou tel sujet intéressant un appareil décisionnel, qu'il soit public ou privé.

### Le champ de l'investigation économique

» Il y a le renseignement ; il y a l'information. Entre, il n'existe rien. Simplement, le renseignement est en quelque sorte « biodégradable » : il a vocation à se transformer en information en quelques heures, jours, mois ou années, suivant le cas. Il cesse alors de devenir opérationnel pour le pouvoir, car, au contraire du renseignement, l'information est à la disposition de chacun : sa possession ne saurait donc constituer un atout pour quiconque vis-à-vis de qui que ce soit.

» En matière de renseignement, le domaine politique prime, sans que soient négligés pour autant les autres champs d'investigation, alors qu'il apparaît plus clairement que jamais que la force des armes n'est plus qu'un facteur de puissance parmi d'autres. Nous sommes interpellés au quotidien par des questions touchant aux ressorts cachés d'une action, aux motivations secrètes des hommes, aux visées lointaines et souterraines d'une politique. Les priorités sont évidentes : elles coïncident avec l'intérêt que la France porte à un certain nombre de régions du monde où notre pays est engagé, que ce soit de manière conjoncturelle ou permanente. Egalement à ce que nous appelons les « zones grises » : celles qui échappent à une autorité centrale clairement définie et connue. Ce monde, même celui qui est proche de nous, s'est couvert de ces terrae incognitae où seuls les services spéciaux possèdent une

### Un pilotage unique du renseignement extérieur

— Mais les structures actuelles du renseignement en France vous paraissent-elles adaptées à ces tâches complexes ?

— Quel que soit le champ d'investigation, une chose est claire : le renseignement repose sur le recueil. Ne peut être exploité que ce qui a été préalablement recueilli. L'échange permanent, dense et solidaire, au sein d'une même « maison », entre ceux qui recueillent, ceux qui exploitent et ceux qui diffusent, constitue le cœur même du système. Tout procède de la dissociation de ces trois fonctions repose sur une méconnaissance du fonctionnement de la chaîne du renseignement. De même que toute démarche qui, sous prétexte de coordination, multiplierait les comités, groupes de réflexion, etc. Des exemples étrangers évidents traduisent la démotivation qui en résulte au niveau du recueil, la dérive « intellectuelle » au niveau de l'exploitation, la perte en ligne à tous les stades.

— Dans ce cadre, que devient le renseignement militaire ?

— La DGSE n'a jamais été en responsabilité globale de cette fonction. Nous sommes en la matière prestataire de services aux armées : fourniture de renseignements bruts ou semi-exploités, et mise à disposition de moyens, de techniques, de savoir-faire.

» Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons été des partisans résolus du regroupement du renseignement militaire au sein de la direction du renseignement militaire (DRM), qui sera, demain, notre interlocuteur privilégié et donnera, enfin, un chef de file incontesté à ce type spécialisé de renseignement, dont nous avons besoin en tant que « généralistes » du renseignement extérieur de la France, lequel inclut naturellement la dimension militaire des choses.

» Et ma conviction, forgée au jour le jour depuis quatre ans, est qu'il faudra rapidement mettre en place le système permettant, à l'image de ce qui se fait aux Etats-Unis et en Allemagne, un pilotage unique du renseignement extérieur de la France pour organiser la meilleure synergie des compétences et des moyens consacrés à la défense des idéaux, du patrimoine et des intérêts de la France dans le monde. Ma mission visant à une normalisation, au renforcement et à un nouveau positionnement de la DGSE dans les institutions, et, d'autre part, le regroupement des moyens du renseignement militaire, étaient les étapes nécessaires sur cette voie.

— N'y a-t-il pas précisément, demain, risque de concurrence avec la DRM, voire avec les services privés de grandes entreprises industrielles ou commerciales ?

— Il existe un champ précis du renseignement militaire qui concerne la connaissance des appareils militaires des pays étrangers, de leurs capacités offensives et défensives. Cette activité s'étend au champ de

Concernant les services privés, je remarque que des sociétés françaises ou étrangères se livrent à des activités d'espionnage financier, technologique et scientifique en travaillant pour des clients soucieux de s'assurer le contrôle d'entreprises, de technologies, de marchés, ou d'éviter leur propre prise de contrôle. Ce n'est pas là notre domaine. Cela posé, il faut envisager d'édicter une réglementation contre ce type d'incursion à l'intérieur des entreprises et, parfois, de la vie privée de leurs dirigeants. Cette « dérive », manifeste aujourd'hui, doit être considérée comme délictuelle et devra ainsi être qualifiée par la loi.

— En Afrique, de grandes sociétés n'ont-elles pas leur propre service de renseignement, qui travaille quelquefois contre le vôtre ?

— Pas à proprement parler. Mais certaines ont leur réseau, leurs hommes et les moyens d'agir sur le politique en faveur de leurs intérêts, dont nous aimerions effectivement qu'ils coïncident toujours avec l'intérêt national.

» On touche là à l'un des problèmes majeurs de notre époque : l'internationalisation des entreprises et l'intégration mondiale des économies qui en est, tout ensemble, cause et conséquence. A cet égard, il me semble qu'on n'a pas remarqué à quel point ce dernier phénomène a en quelque sorte à la fois « limité » et « libéré » le champ politique. C'est cette évolution vers un champ retréci du pouvoir politique national qui permet l'éclatement de grands ensembles politiques et a facilité le surgissement d'une vingtaine de nations nouvelles dans les deux dernières années : de nouvelles nations dont beaucoup sont dépourvues, dès leur naissance, du pouvoir de maîtriser l'instrument monétaire et l'essentiel de leur développement économique.

### Plutôt comme le CNRS que comme un régiment

— De quels hommes avez-vous besoin ?

— En matière de ressource humaine, nous avons entrepris une démarche longue, difficile et qui suppose un véritable changement de « culture ».

» La complexité des problèmes auxquels la DGSE est confrontée nous a amené au constat que, si la fonction de commandement est essentielle, il en existe parallèlement d'autres, aussi nécessaires et nobles, qui sont celles d'expertise et de compétence. Une « maison » comme la DGSE ne peut pas vivre avec un système où la valeur centrale unique serait, ainsi que cela a été dit dans le passé, celle de commandement, primant systématiquement celle d'expertise : modèle où, à la limite, tout bon expert aurait vocation à devenir un mauvais chef... De fait, le service se rapproche bien plus du CNRS, ou même d'une entreprise de services, que d'une unité militaire.

» Cela posé, il est très difficile de recruter des spécialistes pour des raisons qui sont à la fois de carrière, de salaire et de culture. Nous avons de vrais problèmes. La ressource est rare. Il est

coup et souvent, n'en font généralement pas ou plus. Et ils parlent ou écrivent sur quelque chose que, par essence, ils ne peuvent connaître : soit qu'ils n'aient jamais exercé de fonction de renseignement, soit qu'ils en aient exercé une en des temps anciens. Forcément dépassés.

» Sans doute faudrait-il expliquer. Est-ce sûr ? Dans un monde où si souvent « communication » et « médiatisation » tiennent lieu d'action, j'essaie de préserver un endroit privilégié où l'action se fait sans communication et sans personnalisation.

— N'y a-t-il pas un hiatus, une incompréhension entre les services et l'exécutif, quel qu'il soit ?

— Il n'existe pas à proprement parler une culture du renseignement en France, où le secteur public — et c'est aussi vrai pour le secteur privé — a beaucoup de mal à intégrer cette notion et ses hommes dans le processus décisionnel.

» D'ailleurs, le rapport entre les pouvoirs de décision et les services de renseignement n'est jamais simple. Ni en France ni ailleurs. D'abord, la production de la DGSE parvient aux divers échelons décisionnels par des filtres qui ne sont pas neutres. Ensuite, les services, qui ne répondent jamais, constituent souvent des boucs émissaires rêvés. Et, surtout, la réalité que nous décrivons se fraye souvent difficilement un chemin, car nous sommes tous, en notre pays, un peu « sartrien » : les idées transcendent à tel point les faits que ces derniers ne nous paraissent guère de nature à les infléchir. Il y a donc là quelque chose de plus subtil, de plus intéressant qu'une simple arrogance intellectuelle.

» Il est aisé à tout un chacun de dire que le service n'a pas vu ou pas compris. De fait, combien le savent compte tenu du secret qui entoure les faits et les évaluations que nous livrons à un nombre si restreint de responsables ? Sur tous les dossiers chauds de ces trois dernières années, je serais pourtant prêt à confrontation. Y compris — dirais-je surtout — sur l'Irak avant la guerre du Golfe, sur la Yougoslavie avant la crise.

» Si les gouvernements maintiennent des services, c'est bien qu'ils savent qu'à travers eux ils perçoivent les aspects cachés des réalités et des tonalités différentes de celles que peuvent faire entendre d'autres observateurs des événements du monde. Puis-je vous confier que ce que je crois l'une de nos réussites essentielles depuis trois ans est la qualité de l'écoute dont nous disposons aujourd'hui et la reconnaissance, témoignée en dotation de nouveaux moyens et en participation active aux instances décisionnelles, de notre rôle dans les institutions ? Posez cette question aux responsables gouvernementaux et vous vous apercevrez à quel point le rapport de la DGSE au « politique » est aujourd'hui apaisé.

» La place du service à l'intérieur de l'Etat, ses fonctions, ses modes d'action, sa morale même sont aujourd'hui ceux d'une institution de la République.»

Propos recueillis par  
JACQUES ISNARD

## PARITÉ

577 Députés et seulement 35 femmes élues  
**POURQUOI ? QUE FAIRE ?**

Rejoindre PARITÉ (association loi 1901) qui rassemble tous les démocrates, sans clivage partisan :

- Pour construire une nouvelle citoyenneté avec les femmes,
- Pour obtenir 50 % de candidates et 50 % de candidats à toutes les élections.

**PARITÉ** BP 33, 92193 MEUDON CEDEX

Tél. : 45-34-42-80. FAX : 46-26-65-78

(Publicité)

### Dégriffé Artirec

#### La solution anti-crise

Depuis 40 ans, Artirec spécialiste en revêtements sols et murs, rachète des stocks d'usine à travers toute l'Europe et les revend à prix dégriffés Sa politique : acheter le moins cher possible pour vendre le moins cher possible. Deux exemples : Une superbe moquette velours lessivable, aux performances exceptionnelles, ultra-résistante (trafic intense), tous classements, nombreux coloris : 49,50 F le m<sup>2</sup> ; un revêtement de sol plastique formidable : le Plasflex, isolant phonique et thermique, résistant aux sièges à roulettes et aux sols chauffants : 49,50 F le m<sup>2</sup>. Deux produits vendus couramment au double du prix. Avec Artirec, choisissez la solution anti-crise. — 5 % de réduction sur tout le magasin, sauf articles en promotion, sur présentation de cette annonce.

ARTIREC — 5 dépôts en rég. par.

Paris 12<sup>e</sup> (sols) — 4, bd Bastille (voiturier) 43-40-72-72.